

La sortie des Émirats de l'OPEP : une recomposition totale de l'ordre pétrolier mondial

Publié le 30 avril 2026 à 21h00

TRIBUNE. Les Émirats arabes unis ont annoncé mardi leur retrait de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) au nom de "l'intérêt national", un revers pour l'alliance énergétique, déjà fragilisée par la guerre en Iran. L'analyse de Michel Fayad, géopolitologue et formateur en géopolitique des hydrocarbures et en géopolitique des métaux stratégiques et des terres rares à l'IFP Training (IFP Énergies Nouvelles).

Le retrait émirati n'est pas un accident diplomatique – c'est l'aboutissement logique d'une fracture structurelle qui couvait depuis plus d'une décennie. L'OPEP avait été fondée en 1960 comme instrument de solidarité arabe face aux majors pétrolières occidentales ; les Émirats l'avaient rejointe en 1967, deux ans avant même leur indépendance officielle, dans un élan de construction identitaire du monde arabe producteur. Ce sont donc cinquante-neuf ans de loyauté institutionnelle qui s'effacent le 1er mai 2026, date d'effet officielle de la sortie confirmée par l'agence d'État WAM. La montée de la puissance saoudienne avait progressivement transformé l'organisation en outil de projection de sa propre politique énergétique. Abou Dhabi, qui détient les quatrièmes réserves prouvées mondiales avec 97 milliards de barils, avait longtemps accepté un quota de production bien inférieur à son potentiel réel – un sacrifice consenti sur l'autel de la cohésion du cartel. Ce sacrifice perd tout son sens à partir du moment où Riyad bombarde des positions émiraties au Yémen.

Guerre en Iran : le prix du baril de pétrole au plus haut depuis 2022

La décision de Mohammed ben Zayed (MBZ) porte une brutalité calculée : ne pas prévenir l'Arabie Saoudite, c'est infliger une humiliation publique à Mohammed ben Salmane (MBS), lui signifier que les Émirats ne lui doivent plus rien – ni explication, ni courtoisie, ni loyauté. Le Baker Institute avait prévenu depuis des années qu'un départ émirati serait « le plus médiatisé de l'histoire du cartel, éclipsant celui du Qatar en 2019 ». La prédiction s'est réalisée – en pleine guerre, en pleine crise d'Ormuz, en plein effondrement iranien.

La sortie émiratie n'est pas une première dans l'histoire de l'OPEP, mais elle est d'une catégorie différente. Le Qatar était parti en 2019, l'Équateur peu après, l'Indonésie avait suspendu son adhésion en 2016, l'Angola avait claqué la porte en 2023. Mais c'est la première fois qu'un membre fondateur et troisième producteur du cartel quitte l'organisation en temps de crise, alors même que l'Arabie Saoudite et la Russie peinent à maintenir la cohésion du groupe.

La guerre froide entre MBZ et MBS : trois champs de bataille par procuration

Ce que le monde extérieur interprétait souvent comme un bloc du Golfe unifié n'était en réalité qu'une rivalité au ralenti entre deux hommes, deux visions et deux modèles de domination régionale. Mohammed ben Zayed d'Abou Dhabi – plus âgé, plus expérimenté – et Mohammed ben Salmane de Riyad – plus jeune, plus impulsif, avide d'affirmer la primauté saoudienne – se sont affrontés par proxys interposés dans trois pays simultanément.

Le Yémen : de l'alliance à l'hostilité ouverte

Le Yémen est là où la rupture est devenue irréversible. Ce qui avait débuté en 2015 comme une intervention militaire saoudo-émiratienne conjointe contre le mouvement houthi révéla rapidement la profondeur des objectifs incompatibles des deux pays. L'Arabie Saoudite avait un objectif simple : écraser les Houthis, restaurer le gouvernement Hadi et maintenir un voisin complaisant sur sa frontière sud. Les Émirats poursuivaient un agenda fondamentalement différent : ils n'avaient aucun intérêt à restaurer une autorité centrale à Sanaa – ils voulaient bâtir un réseau de milices loyales le long de la côte méridionale et contrôler le port stratégique d'Aden ainsi que le détroit de Bab el-Mandeb, l'un des points de passage les plus critiques au monde pour les exportations pétrolières.

Abou Dhabi a systématiquement construit le Conseil de Transition du Sud (CTS), un mouvement séparatiste revendiquant l'indépendance du Yémen du Sud – sapant directement le gouvernement soutenu par les Saoudiens que l'intervention entière était censée restaurer. En 2019, les forces soutenues par les Émirats avaient pris le contrôle d'Aden, humiliant Riyad sur le territoire même de son propre proxy. Les Émirats annoncèrent ensuite un « retrait » unilatéral de leurs forces en 2020, abandonnant en substance une guerre qu'ils ne trouvaient plus utile, laissant l'Arabie Saoudite seule à assumer la facture – financière et militaire – d'un conflit sans fin en vue.

Le point de rupture définitif survint cette année : les forces saoudiennes interceptèrent ce qu'elles décrivirent comme un chargement d'armes émiraties à destination des séparatistes du sud-Yémen, puis frappèrent le port de Mukalla. Abou Dhabi nia tout armement de séparatistes. Peu importe : la relation entre les deux puissances du Golfe ne s'est pas relevée de cet épisode. Ce n'était plus une guerre par procuration – c'était l'Arabie Saoudite bombardant des positions liées aux Émirats. Pour Abou

Dhabi, cette ligne rouge franchie ne pouvait plus être effacée par aucun langage diplomatique.

Le Soudan : la bataille pour un vide de pouvoir post-Bachir

Lorsqu'Omar el-Béchir tomba en 2019 après trente ans de règne, le Soudan devint immédiatement une arène de compétition entre puissances du Golfe. Les deux parties ne soutenaient pas seulement des factions différentes – elles défendaient des visions fondamentalement opposées de ce que le Soudan devait devenir.

Le lien entre l'armée soudanaise et les Frères musulmans est ici central. Les Forces armées soudanaises (FAS) ne sont pas une institution militaire ordinaire : elles sont historiquement pénétrées par les réseaux fréristes depuis le coup d'État islamiste de 1989, lorsque le général el-Béchir, appuyé par Hassan el-Tourabi – fondateur du Front islamique national, branche soudanaise des Frères musulmans –, s'empara du pouvoir. Pendant trente ans, l'islam politique a irrigué l'ensemble du corps des officiers, des réseaux de renseignement militaire et des structures économiques de l'armée. Même après la chute de Béchir, cette infrastructure idéologique est restée largement intacte à l'intérieur des FAS.

C'est précisément pour cette raison que l'Arabie Saoudite – qui entretient elle-même avec les Frères une relation ambiguë – et l'Égypte du maréchal Sissi ont soutenu les FAS : ils préféraient une institution militaire connue, même islamisée, à l'instabilité d'un vide de pouvoir. Pour Abou Dhabi, en revanche, ce lien était rédhibitoire. Les Émirats cultivèrent et financèrent les Forces de Soutien Rapide (FSR), la puissante milice paramilitaire dirigée par le général Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemeti – un homme qui avait fait fortune dans l'exploitation minière aurifère, dont les forces étaient accusées de certaines des pires atrocités de l'ère du Darfour, mais

qui ne représentait aucune affiliation frériste.

La logique émiratie était autant commerciale qu'idéologique : Hemeti contrôlait l'accès à l'or soudanais, que des sociétés liées aux Émirats raffinaient et exportaient en quantités massives, en contournant largement la surveillance internationale. Lorsque les FAS et les FSR basculèrent dans la guerre civile ouverte en avril 2023 – un conflit qui a depuis tué des dizaines de milliers de personnes et déplacé plus de dix millions – les deux puissances du Golfe soutenaient effectivement des camps opposés dans l'un des conflits contemporains les plus sanglants du continent africain. L'Arabie Saoudite accueillit des pourparlers de paix à Djeddah ; les Émirats étaient simultanément accusés par l'ONU et plusieurs gouvernements occidentaux d'acheminer des armes aux FSR via la République centrafricaine. Riyad et Abou Dhabi ne médiaient pas la même paix – ils alimentaient la même guerre depuis des tranchées opposées.

La Libye : l'idéologie comme ligne de fracture

La Libye a peut-être été l'expression la plus idéologiquement nue de la rivalité MBZ-MBS. Depuis l'effondrement de l'État de Kadhafi en 2011, la Libye s'est fracturée entre un gouvernement reconnu par l'ONU à Tripoli, soutenu par la Turquie et le Qatar, et l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Khalifa Haftar, basée à l'est.

Les Émirats sont devenus le soutien extérieur le plus constant et le plus agressif de Haftar – le finançant, l'armant avec des drones de pointe, lui fournissant des renseignements satellitaires. Le raisonnement d'Abou Dhabi était idéologique dans son essence même : Haftar incarnait le modèle anti-frériste et homme fort que MBZ considérait comme la seule voie viable pour les États arabes dans le monde post-Printemps arabe. Les Émirats avaient passé des années à combattre l'influence des Frères

musulmans à travers la région, et le gouvernement de Tripoli était perçu comme trop proche des réseaux fréristes.

La position de l'Arabie Saoudite était caractéristiquement plus floue. Riyad était moins engagé envers Haftar, plus sensible aux pressions diplomatiques turques, et finalement moins disposé à investir le capital politique qu'Abou Dhabi déversait dans l'est libyen. Il en résulta un bloc du Golfe qui paraissait uni de l'extérieur, mais menait en pratique des stratégies divergentes. Cela laissait une fois de plus Abou Dhabi faire le travail difficile sans soutien saoudien, renforçant la conviction de MBZ que Riyad était un partenaire peu fiable.

Le découplage sécuritaire : quand Israël remplace le Conseil de Coopération du Golfe

L'épisode le plus révélateur de tout ce réalignement fut la réponse – ou plutôt la catastrophique absence de réponse – du Conseil de Coopération du Golfe lorsque l'Iran lança ses frappes contre les Émirats. 550 missiles balistiques et 2 200 drones s'abattant sur le territoire émirati constituent un acte de guerre sans ambiguïté. Le silence de Riyad dans ce moment existentiel fut la preuve définitive qu'Abou Dhabi ne pouvait plus compter sur la solidarité du Golfe pour assurer sa survie. Il révèle par la même occasion la faiblesse institutionnelle structurelle du CCG : ses décisions ont toujours été otages des relations personnelles entre dirigeants, et non d'engagements collectifs contraignants. Quand les relations personnelles se dégradent, l'institution se vide de sa substance.

C'est dans ce vide qu'Israël s'est engouffré. Le déploiement d'une batterie de Dôme de fer, opérée par des soldats israéliens sur sol émirati, représente un tournant historique : jamais auparavant une force militaire israélienne n'avait été stationnée sur le territoire d'un pays arabe du Golfe. C'est les Accords d'Abraham poussés jusqu'à leur conclusion logique

ultime – de la normalisation diplomatique à une alliance militaire pleinement opérationnelle. Les Émirats ont désormais consommé leur rupture avec l'ordre arabe traditionnel, préférant une sécurité effective à une solidarité symbolique.

5 millions de barils par jour : la détonation économique

Passer de 3,4 à 5 millions de barils par jour représente une augmentation de près de 47 % de la production émiratie. Mais pour comprendre la portée réelle de ce chiffre, il faut le replacer dans le contexte des investissements consentis : Abou Dhabi a injecté plus de 122 milliards de dollars dans ses capacités de production pour atteindre 5 millions de barils/jour d'ici 2030. Durant toute cette période d'investissement massif, les quotas OPEP+ la contraignaient à produire entre 2,6 et 3,1 millions de barils/jour. L'absurdité économique était totale : payer pour une capacité qu'une décision politique à Vienne vous interdit d'utiliser.

Pour l'OPEP+, dont la production collective a déjà chuté de 27 % depuis le début de la guerre, c'est un double coup : la perte d'un membre majeur et l'irruption soudaine d'un concurrent totalement libre de toute contrainte. L'Arabie Saoudite, qui avait accepté de douloureuses réductions pour maintenir les prix, voit sa stratégie menacée de l'intérieur même de son voisinage. L'architecture minutieuse que MBS a construite autour de l'OPEP+ – l'utilisant comme levier pour financer Vision 2030, un programme qui nécessite un baril au-dessus de 80 dollars pour rester viable – commence à se fissurer.

La perte émiratie est d'autant plus douloureuse pour Riyad que les Émirats jouaient un rôle-clé souvent ignoré au sein d'OPEP+ : celui de régulateur face aux dépassements russes. La Russie produit systématiquement au-delà de ses quotas pour financer son effort de guerre, faisant figure de «

passager clandestin » (*free rider*) dans le système. Abou Dhabi fonctionnait comme une contre-force pragmatique, capable de faire pression en coulisses pour restaurer la discipline collective. Sans elle, l'Arabie Saoudite se retrouve seule à tenir le cartel face à Moscou – et les analystes rappellent qu'une telle situation avait déjà déclenché la désastreuse guerre des prix de 2020.

La logique de fond : pourquoi les Émirats avaient tout à perdre à rester

Derrière la politique et les proxys, il y a une réalité économique brutale qui rendait la sortie de l'OPEP inévitable à terme.

L'asymétrie fondamentale entre Riyad et Abou Dhabi

L'Arabie Saoudite et les Émirats ont des structures économiques irréconciliables face au [prix du pétrole](#). Riyad a besoin d'un baril au-dessus de 80 dollars pour équilibrer son budget et financer Vision 2030. Cette dépendance structurelle fait de la défense du prix sa priorité absolue, d'où son attachement aux quotas de production. Abou Dhabi, en revanche, possède une économie nettement plus diversifiée – services financiers, tourisme, logistique, fonds souverain parmi les plus puissants au monde – et surtout, l'un des coûts de production pétroliers les plus bas au monde. Pour les Émirats, un baril à 60 dollars vendu en quantité maximale peut être plus rentable qu'un baril à 85 dollars avec des quotas réduits. La logique du volume contre la logique du prix : les deux pays étaient condamnés au conflit au sein d'une même organisation.

La fenêtre 2040 et la logique des “stranded assets”

Il y a une deuxième raison, plus profonde encore, qui éclaire la décision émiratie. Il existe aujourd'hui un consensus croissant parmi les analystes énergétiques : la « fenêtre d'or » de la demande mondiale en

hydrocarbures pourrait se refermer aux alentours de 2040, sous l'effet combiné de l'électromobilité et de la transition énergétique. Abou Dhabi en a tiré une conclusion radicale : garder du pétrole sous terre par discipline OPEP, c'est risquer de créer des "actifs bloqués" (« *stranded assets* ») – des réserves qui perdront toute valeur commerciale avant d'avoir pu être exploitées. Le ministre de l'Énergie Suhail al-Mazrouei l'avait dit sans détour dès 2022 : « Le pétrole, quoi qu'on fasse pour le défendre, est en mode déclin. Supposer qu'il sera là pour toujours, c'est du wishful thinking. »

Extraire le maximum maintenant, investir les revenus dans la transition énergétique : telle est la stratégie. Les 122 milliards investis dans la capacité de production ne sont pas un pari sur la pérennité du pétrole – ils sont la mise finale avant que la table ne ferme.

Le brut Murban : l'ambition d'un benchmark mondial

Le retrait de l'OPEP sert également une ambition commerciale très précise : faire du brut Murban un benchmark mondial de référence, concurrent direct du Brent européen et du West Texas Intermediate américain. Un benchmark crédible exige de la liquidité, de la régularité et un volume d'offre prévisible. Rien de tout cela n'est compatible avec des quotas décidés politiquement à Vienne. La flexibilité des volumes émiratis doit désormais être dictée par les forces du marché, pas par les arbitrages au sein d'un cartel.

Le pivot vers l'Asie et la transition verte

L'ambition émiratie ne s'arrête pas au brut. Abou Dhabi se projette comme futur hub mondial de l'hydrogène, de l'ammoniac et de l'énergie renouvelable. Ce positionnement stratégique à long terme nécessite une liquidité immédiate massive – précisément celle que libère la sortie de l'OPEP. Les Émirats ont déjà signé un partenariat de 100 milliards de

dollars dans les énergies propres avec Washington et pris un engagement de neutralité carbone pour 2050. En attendant la transition, Abou Dhabi prépare activement des accords de fourniture directs à long terme avec la Chine et l'Inde – là où se concentre 70 % de la croissance de la demande mondiale jusqu'à 2040 – court-circuitant la mécanique de tarification collective d'OPEP au profit de relations bilatérales directes avec les consommateurs asiatiques.

L'équation Trump : les Émirats comme variable d'ajustement parfaite contre l'Iran

C'est là que la géopolitique du Golfe et la stratégie américaine convergent avec une précision extraordinaire. Washington a longtemps considéré l'OPEP comme un cartel servant les intérêts russes au détriment du consommateur américain. La sortie émiratie est perçue comme une victoire majeure de la politique étrangère américaine : elle contribue à dissoudre l'unité de décision pétrolière arabo-russe et affaiblit la capacité d'OPEP à utiliser le brut comme arme politique.

La politique de « pression maximale » de Donald Trump contre Téhéran vise à réduire les exportations pétrolières iraniennes à zéro. Les résultats sont déjà saisissants : depuis l'entrée en vigueur du blocus américain le 13 avril, les exportations iraniennes se sont effondrées de 2,1 millions de barils par jour à 567 000 – une contraction de 80 % en moins de deux semaines. Les réservoirs terrestres se remplissent, les pétroliers s'accumulent au large de Kharg faute de pouvoir décharger, et Téhéran improvise dans l'urgence : cuves abandonnées réactivées, containers de fortune, acheminement par rail.

L'horloge du stockage : 12 à 22 jours

La contrainte est d'abord physique. Les réservoirs terrestres iraniens ont

déjà absorbé environ 49 millions de barils sur une capacité utilisable de 86 millions. Le terminal de Jask a atteint sa saturation maximale dès le 25 avril. Des pétroliers sont désormais ancrés au large de Kharg en guise de débordements flottants improvisés. Le consensus analytique donne 12 à 22 jours avant saturation totale. Quand un pays producteur n'a plus nulle part où stocker son brut, il n'a que deux options : réduire la production ou vendre à perte. Les deux sont catastrophiques pour une économie sous perfusion pétrolière.

Les solutions de la dernière chance – et pourquoi elles échouent toutes

Ce que Téhéran déploie en ce moment, ce sont les tactiques des systèmes à bout de course. À Ahvaz et Assalouyé, des réservoirs hors service – mis à l'écart précisément parce qu'ils étaient en mauvais état – sont réactivés. Ce sont des cuves de fortune qui gagnent quelques jours, pas davantage. L'Iran a également retiré de la démolition le NASHA (IMO 9079107), un supertanker VLCC de 30 ans : ce navire offre environ 48 heures de stockage supplémentaire – un geste symbolique, pas une solution structurelle.

Quant à l'acheminement du brut par voie ferrée vers la Chine, l'expert ferroviaire iranien Morteza Naserian a lui-même confirmé qu'il n'existe que deux corridors, jamais utilisés pour des hydrocarbures, sans aucune infrastructure de chargement en vrac. Les raffineries chinoises indépendantes – les « teapots » – opèrent sur des marges si faibles qu'elles ne peuvent absorber le surcoût logistique du rail. Les containers de fortune, les cuves en ruines, le supertanker sorti de la casse, le rail fantasmé vers la Chine : ce ne sont pas des stratégies. Ce sont les derniers signaux d'un système qui a atteint ses limites physiques.

Le choix impossible : endommager les champs ou liquider à perte

Face à la saturation, Téhéran doit choisir entre deux options également

ruineuses. Fermer les robinets ? La moitié des champs pétroliers iraniens ont une pression de réservoir faible : les interrompre risque de les endommager de façon permanente, un coût géologique qui se chiffre en décennies de production perdue. Continuer à pomper via la flotte fantôme ? Elle est déjà saturée à 166 millions de barils, le plafond de ce que ce système parallèle peut absorber.

Il y a en réalité deux comptes à rebours simultanés. Le premier, visible, est celui du brut exportable. Le second, moins commenté mais tout aussi critique, est celui de l'approvisionnement intérieur en essence – [une pénurie](#) qui serait un détonateur social et politique intérieur dans un pays déjà sous pression maximale. Pour Khamenei, les deux options disponibles mènent au même mur : négocier, c'est concéder avec le risque d'une fracture interne avec les Gardiens de la Révolution. Ne pas négocier, c'est accepter des dommages permanents sur les champs pétroliers. Téhéran a déjà proposé de rouvrir le détroit d'Ormuz en échange de la levée du blocus – ce n'est pas une position de force, c'est l'aveu d'un pays qui n'a plus de place pour stocker sa seule ressource d'exportation.

L'effet de ciseau sur les prix – et le paradoxe émirati immédiat

La situation actuelle crée un effet de ciseau remarquable sur les prix mondiaux. La sortie de l'OPEP exerce une pression à la baisse, en signalant une offre émiratie future non contrainte. La guerre et la fermeture effective du détroit d'Ormuz exercent une pression à la hausse, avec le brut qui s'échange déjà bien au-dessus de 110 dollars. Ces deux forces jouent simultanément en sens inverse, créant une volatilité extrême.

Il y a cependant un paradoxe immédiat qu'il faut souligner : les Émirats ne peuvent pas pomper aujourd'hui ce qu'ils sont désormais libres de produire. L'EIA estime que les producteurs du Golfe ont collectivement immobilisé environ 9,1 millions de barils par jour en avril à cause de la

crise d'Ormuz. La sortie de l'OPEP libère une capacité sur le papier que la guerre bloque dans les faits. Le plein impact de la décision émiratie ne sera visible qu'une fois le détroit réouvert – ce qui fait de la résolution du conflit iranien une condition nécessaire à la matérialisation de la stratégie d'Abou Dhabi.

Pourquoi les Émirats sont la clé de l'équation Trump

Si Washington parvient à bloquer les exportations iraniennes par des sanctions secondaires agressives, le marché mondial doit absorber ce choc d'offre sans provoquer une flambée des prix. Historiquement, ce type de compensation aurait nécessité de se tourner vers la Russie ou l'Arabie Saoudite. Les deux sont désormais indisponibles :

- La Russie reste sous le coup de vastes sanctions occidentales depuis l'invasion de l'Ukraine. Demander à Moscou de combler un vide délibérément créé par Washington serait une contradiction indéfendable.
- L'Arabie Saoudite de MBS obéit à ses propres impératifs : un baril sous les 80 dollars est un problème budgétaire pour Riyad, sous les 70 dollars c'est une crise politique. Demander aux Saoudiens d'augmenter massivement leur production va directement à l'encontre de la logique même de l'OPEP+ que MBS a patiemment construite.

Les Émirats, désormais libres de toute contrainte OPEP, deviennent l'instrument parfait pour Washington. L'augmentation de la production émiratie à pleine capacité – environ 1,6 million de barils supplémentaires par jour – est sensiblement équivalente au volume total des exportations iraniennes que la pression maximale cherche à éliminer.

La convergence d'intérêts au sein de ce nouvel axe est remarquablement limpide :

- Les Émirats maximisent leurs revenus hors cartel et accélèrent l'accumulation de leur fonds souverain
- Israël voit l'Iran étranglé économiquement, ses programmes de missiles privés de leur financement pétrolier
- Trump stabilise les prix à la pompe pour les consommateurs américains tout en tenant sa promesse de pression sur l'Iran
- Washington brise les recettes pétrolières iraniennes sans devenir dépendant de ses rivaux

La question de la devise de règlement du brut constitue une dimension supplémentaire souvent ignorée de cette convergence d'intérêts. Tandis que la Russie facture désormais son pétrole en yuan et en roupies depuis les sanctions de 2022, que l'Arabie Saoudite accepte le yuan pour ses livraisons chinoises depuis 2023, et que l'Iran commercialise l'essentiel de ses hydrocarbures en renminbi pour contourner les sanctions américaines, les Émirats ont été jusqu'ici les gardiens les plus fidèles du système pétrodollar – le dirham restant arrimé au dollar et les règlements s'effectuant majoritairement en dollars américains.

Cette fidélité est aujourd'hui sous pression : la fermeture du détroit d'Ormuz a réduit les recettes pétrolières en dollars d'Abu Dhabi, et [les dirigeants émiratis](#) ont explicitement averti Washington qu'un manque de liquidités en dollars pourrait les contraindre à basculer vers le yuan – menaçant ainsi le mécanisme même qui, depuis les années 1970, assure la suprématie du dollar comme monnaie de réserve mondiale. C'est donc aussi pour préserver le pétrodollar que Washington a tout intérêt à maintenir Abu Dhabi dans son orbite : perdre les Émirats au profit du camp yuan ne serait pas seulement une défaite géopolitique, mais un choc systémique pour la domination monétaire américaine.

Une nouvelle architecture surgissant des ruines de l'ancienne

Ce à quoi nous assistons n'est pas simplement un pays quittant une organisation commerciale. C'est l'effondrement visible d'un ordre régional qui gouvernait la géopolitique moyen-orientale depuis les années 1970 – le bloc pétrolier arabe, le cadre de solidarité du Golfe, la fiction d'un front sunnite unifié contre l'Iran. À sa place, un nouveau triangle se cristallise : Abou Dhabi – Tel Aviv – Washington, soudé par une perception commune de la menace iranienne, des intérêts commerciaux mutuels et une volonté partagée de marginaliser Moscou et Riyad comme acteurs incontournables.

L'OPEP, de son côté, entre dans une zone d'instabilité dont elle pourrait ne jamais sortir. Après le Qatar, l'Équateur, l'Indonésie et l'Angola, la perte d'un membre fondateur en temps de crise active deux risques simultanés : une guerre des prix saoudienne pour restaurer la discipline – comme en 2020 – ou un effondrement progressif de l'autorité du cartel au profit des producteurs émergents (pétrole de schiste américain, Brésil, Guyana) qui n'ont jamais joué le jeu des quotas. Dans les deux cas, le marché pétrolier mondial basculerait définitivement d'un "R marché de producteurs" à un "R marché d'acheteurs".

Rarement dans l'histoire récente un simple retrait d'un cartel pétrolier n'aura eu des implications systémiques aussi profondes – frappant simultanément les recettes de Téhéran, la puissance de marché de Riyad, la pertinence stratégique de Moscou, et les derniers vestiges d'une solidarité panarabe qui, à vrai dire, était depuis longtemps déjà morte.

[ALIRE](#)

[Détroit d'Ormuz : la France risque-t-elle vraiment une pénurie de pétrole ?](#)